

Résolution GI Migrant-e-s et Branche presse du secteur médias pour l'AD du 18.6.2022

Solidarité avec les journalistes travaillant dans ou originaires de régions en crise

La situation mondiale actuelle est marquée par les conséquences dramatiques de la pandémie de COVID-19, ainsi que par des situations de guerre ou de fortes tensions politiques internes dans certains pays.

Les journalistes et les collaboratrices/collaborateurs des médias sont directement touché-e-s par cette réalité internationale critique. Au cours des cinq premiers mois de cette année,

25 journalistes ont été tué-e-s dans l'exercice de leur profession dans différentes régions du monde.

Il y a des journalistes opérant dans des régions en crise – dont le travail présente de grands risques, voire met leur vie en danger – qui sont membres également de syndicom ou de nos syndicats frères européens. Certain-e-s d'entre eux/elles ou leurs familles ont été harcelé-e-s ou maltraité-e-s dans les pays européens où ils/elles sont venu-e-s chercher protection et asile.

Ils/elles viennent de pays et de régions où la liberté de la presse n'existe pas ou est gravement menacée, comme l'Ukraine, la Russie, l'Iran, la Turquie/Kurdistan, Israël/Palestine.

syndicom a par ailleurs des liens de proximité, d'amitié et de solidarité avec des organisations de journalistes comme celles du Mexique, de la Colombie, du Pakistan, de l'Inde ou des Philippines, des pays où les attaques contre les droits syndicaux, la vie et l'intégrité physique des journalistes sont quotidiennes.

Lors de sa réunion AD du 28 juin, **syndicom réaffirme sa solidarité avec toutes et tous les journalistes (et leurs familles) des régions à haut risque et y exige le respect des droits de l'homme et de la liberté de la presse.**

syndicom réitère également, sa solidarité fraternelle et active avec toutes/tous les collaboratrices/collaborateurs des médias du monde entier dont le droit d'exercer librement leur profession est menacé.

syndicom réaffirme son soutien aux efforts actifs de la Fédération Internationale des Journalistes pour faire toute la lumière sur le meurtre de la journaliste d'Al-Jazeera, Shireen Abu Akleh, en vue de porter son cas, et celui d'autres journalistes palestinien-ne-s ayant subi le même sort, devant la Cour pénale internationale.